

A notre avis, un des grands défis qui se posent à notre parti, c'est de revenir sur ces politiques de négligence et d'insouciance, de redéfinir la finalité de notre société pour que tous les Canadiens puissent légitimement compter avoir un emploi, un logement adéquat, une formation qui leur permette de subvenir à leurs besoins et à ceux du pays pendant le reste des années 1980 et pendant les années 1990. Il n'y a dans le Budget aucune assurance que ces objectifs vont être réalisés.

Je voudrais traiter plus précisément d'un des grands échecs du gouvernement. Le premier discours du trône présenté par le gouvernement en 1984 promettait que le gouvernement entreprendrait une grande campagne face à la situation désastreuse d'un bon cinquième de la population canadienne qui est fonctionnellement illettrée. Des centaines de milliers de Canadiens qui font partie de la population active ou qui vont y entrer au cours des quelques années à venir n'ont ni la formation, ni les connaissances, ni les aptitudes nécessaires pour occuper les emplois qui sont et qui vont être offerts. Ces emplois vont exiger beaucoup plus d'instruction qu'on n'en demandait il y a des années à cause des énormes progrès technologiques qui exigent maintenant une population active bien instruite.

Il y a un nombre infini d'études qui ont été consacrées à la situation d'un nombre gigantesque de Canadiens qui sont fonctionnellement illettrés. A ces études est venue s'en ajouter une autre, effectuée à partir de la ville de Toronto, et dont le rapport déposé il y a plusieurs semaines confirme la constatation faite par les études antérieures selon laquelle un cinquième des Canadiens sont fonctionnellement illettrés. Selon ce groupe, le fait de tolérer cette situation nous coûte annuellement 10,7 milliards de dollars. Il calcule que sur ces 10,7 milliards, 4,2 milliards représentent un coût direct pour les entreprises en accidents du travail, perte de productivité et frais de formation.

• (1610)

Le gouvernement promettait dans son premier discours du trône, qu'il prendrait des mesures importantes pour s'attaquer à ce problème. Il y a quelques mois, à la Conférence nationale sur la recherche scientifique et la technologie, à Toronto, le premier ministre réaffirmait cette promesse. Le secrétaire d'État a fait également des déclarations dans ce sens.

Toutefois, lorsque l'on regarde ce qui a été fait, on s'aperçoit qu'il y a eu plus de mots que d'action. Dans toutes les provinces il y a des groupes qui travaillent avec les gens qui sont fonctionnellement illettrés. Dans une large mesure ces gens sont originaires de régions rurales, autochtones ou immigrants. Même si ces groupes essaient de venir en aide à des dizaines de milliers d'illettrés, le fait est qu'il y a, au Canada, cinq millions d'illettrés fonctionnels. Si l'on laisse cette situation se perpétuer les conséquences seront terribles.

Le Canada entre dans une ère où le nombre de personnes arrivant sur le marché du travail va diminuer chaque année et pourtant, en raison du nombre croissant d'illettrés fonctionnels, il sera de plus en plus difficile de combler les postes. Tout ce que fait le secrétariat d'État c'est parler et faire preuve de bonne volonté, mais il ne donne pas d'argent.

Le budget—M. Orlikow

Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui ne faisait pas grand-chose sous les libéraux, en fait encore moins sous les conservateurs. Le ministère n'a dépensé qu'un faible pourcentage de son budget à la formation des illettrés, simplement parce qu'un tel programme ne crée pas des emplois rapidement. Le ministère a choisi la facilité en formant ceux qui savent lire et écrire aux professions de soudeur, de machiniste ou d'utilisateur d'ordinateur, simplement parce que des emplois seront disponibles pour eux aussitôt après leur formation.

Le ministère n'a pas essayé d'aider les illettrés à surmonter leur handicap. Il les condamne à vivre de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage ou, au mieux, des emplois les moins rémunérés. Il faudrait condamner les libéraux d'avoir alors adopté cette politique et condamner les conservateurs de la poursuivre. Nous avons une crise importante en perspective.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette d'interrompre le député, mais il a pris quatre minutes de plus que prévu. Je suis sûr que ses collègues ont des questions à poser ou des observations à faire, ce qui lui donnera quelques minutes supplémentaires.

M. Harris: Monsieur le Président, d'après mon collègue, le gouvernement connaît-il le sens du mot disparité? Les députés d'en face se vantent d'avoir réduit le chômage. Or, chacun sait que les cycles économiques se reproduisent.

Quand nous parlons de disparité régionale au Canada, il s'agit de la différence entre le taux national et celui des diverses provinces. Ainsi, en 1949, avant l'entrée de leur province dans la Confédération, les Terre-Neuviens gagnaient, par habitant, près de 49 p. 100 du revenu moyen des Canadiens. Comme ce taux atteignait 55 p. 100 l'an dernier, la disparité s'est donc réduite de 6,7 p. 100 en 38 ans.

A ce rythme, il faudrait attendre 250 ans avant que le revenu des Terre-Neuviens, par habitant, équivale à la moyenne nationale. Voilà ce que nous entendons par disparité.

L'écart entre le taux de chômage de Terre-Neuve et celui du Canada est très prononcé. Que pense le député de l'idée qu'on n'a pas réussi à réduire la disparité dans ce domaine? Ce budget montre-t-il quelque résolution à rétablir l'équilibre?

M. Orlikow: Monsieur le Président, la plupart des Canadiens comprennent le sens du mot disparité. Ils savent, en général, que le taux de chômage dans huit des dix provinces est aussi élevé qu'à l'entrée en fonction du gouvernement.

Le député de Selkirk—Interlake s'est montré fier de la baisse du taux de chômage. D'accord, mais les conservateurs refusent d'admettre qu'il existe toujours plus d'un million de chômeurs. La misère règne toujours dans de nombreuses régions du Canada. La circonscription de Selkirk—Interlake, que représente le député conservateur si fier de son gouvernement, en est un bon exemple. Il a critiqué les déficits gouvernementaux. Si nous réduisons le déficit, il n'y aura plus d'argent pour les collectivités autochtones de sa circonscription qui occupent des logements tout à fait inadéquats.